

Burundi : 1.300 détenus, premiers bénéficiaires d'une vaste grâce , libérés

@rib News, 27/04/2021 – Source AFP Au moins 1.300 prisonniers ont été libérés lundi au Burundi, premier jour mise en oeuvre d'une grâce présidentielle visant à désengorger les prisons surpeuplées, selon des sources concordantes. Plus de 5.000 détenus - soit près de 40% des prisonniers du pays - sont concernés par cette mesure : 3.000 seront libérés immédiatement, les autres, dont la peine a été diminuée de moitié, le seront dans les prochaines semaines. Prévues début mars, les libérations avaient été reportées à cause d'"erreurs" sur les listes des bénéficiaires.

Lundi, 972 détenus ont été libérés de la prison centrale de Mpimba à Bujumbura, la plus grande du pays, lors d'une cérémonie présidée par le chef de l'Etat burundais, le général Evariste Ndayishimiye, en présence de ministres, d'ambassadeurs occidentaux, selon des sources administratives et une ONG. Le même jour, 331 détenus ont été libérés simultanément de la prison de Gitega (centre), selon des sources pénitentiaires sur place. "C'est la première fois dans notre pays que près de 5.000 détenus bénéficient de la grâce présidentielle", a annoncé la ministre de la Justice Jeanine Nibizi. Début mars, un décret présidentiel avait annoncé la grâce de 5.255 détenus, réduisant leur nombre dans chacune des onze maisons d'arrêt du pays, afin de "désengorger les prisons" qui comptent actuellement près de 14.000 détenus majeurs pour 4.100 places. Le début des libérations, prévu le 8 mars, avait été reporté en raison d'"erreurs" sur les listes, avait alors expliqué Mme Nibizi, citée par des sources administratives et des détenus. "Environ un millier de détenus ont été libérés aujourd'hui de la prison de Mpimba. C'est une bonne chose même si les prisons restent bondées", a commenté à l'AFP Pierre Claver Mbonimpa, président de l'Association pour la protection des droits humains et des personnes détenues (Aprodeh), rappelant que Mpimba comptait plus de 4.000 détenus pour 800 places seulement, mais regrettant que "les prisonniers à caractère politique n'aient pas bénéficié de cette grâce". "C'est un geste qui va dans la bonne direction et qui vient après de nombreux autres gestes, dont la grâce accordée aux quatre journalistes de Iwacu (un média indépendant), la réouverture de médias fermés, certaines mesures de lutte contre la corruption", a réagi à l'AFP un diplomate ayant requis l'anonymat. Il a souligné les récentes avancées dans le dialogue entre l'UE et le Burundi pour normaliser leurs relations et le fait que le ministre burundais des Affaires étrangères, Albert Shingiro, entame mardi une visite en Belgique, en France et en Suisse. Au plus fort de la crise politique meurtrière de 2015, déclenchée par la volonté du président Pierre Nkurunziza de briguer un troisième mandat controversé, l'UE et les Etats membres ont pris des sanctions budgétaires contre le Burundi, un des pays les plus pauvres du monde qui traverse une grave crise économique.